

<https://www.sundep-paris.org/spip.php?article1517>



Un nouveau ministre au service du projet éducatif de Macron

- Solidaires - SUD Éducation -



Date de mise en ligne : mardi 25 juillet 2023

Copyright © Sundep-Solidaires Paris - Tous droits réservés

Communiqué de Sud-Éducation publié le 20/07/2023

Gabriel Attal a été nommé ministre de l'Éducation nationale.

Pap Ndiaye a été écarté après à peine plus d'un an dans le cadre de son mandat. Celui-ci a mené la politique de Macron, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre du Pacte, de la réforme du collège ou du lycée professionnel. Il a en revanche adopté une posture progressiste de lutte contre les discriminations, ce qui a tranché avec la période Blanquer. Sa mise à l'écart après une séquence d'acharnement de l'extrême droite contre lui, sans soutien du gouvernement, est révélatrice du positionnement de plus en plus réactionnaire de l'exécutif.

Ancien élève à l'école Alsacienne puis à l'IEP de Paris, Gabriell Attal incarne la reproduction d'une classe politique déconnectée de la société. Sa carrière éclair passe aujourd'hui par l'Éducation nationale : notre service public est réduit au statut de marchepied pour les ambitions personnelles d'un homme. Gabriel Attal va chercher à mettre en œuvre de manière zélée les projets macronistes de démantèlement du service public d'éducation. Secrétaire d'État sous Blanquer, il a notamment mis en œuvre le SNU. Ministre délégué aux comptes publics, il a été l'artisan du désengagement de l'Etat dans les services publics et de l'austérité budgétaire. SUD éducation s'attend à ce qu'il s'inscrive dans la lignée de la politique de Blanquer, néolibérale, réactionnaire et autoritaire.

SUD éducation aborde la prise de fonction du nouveau ministre avec un état d'esprit prêt au combat.

SUD éducation est déterminé à défendre une école juste et à conquérir des conditions de travail et d'apprentissage permettant l'émancipation pour tou-tes les élèves

Pour SUD, l'objectif est la construction d'une mobilisation d'ampleur à l'occasion de la rentrée, afin de faire obstacle aux contre-réformes en cours et pour obtenir satisfaction sur les revendications des personnels.